



Conseil de sécurité

Distr. générale
11 octobre 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 8 octobre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous écrire pour dénoncer une situation grave qui menace la paix et la sécurité internationales, à savoir la stratégie conjointe des Gouvernements de la République de Colombie et des États-Unis d'Amérique visant à justifier, sur la base d'une opération sous faux drapeau, une agression militaire contre la République bolivarienne du Venezuela.

Le 26 juillet 2021, le Président de la République de Colombie, Iván Duque, a affirmé ce qui suit : « La dictature du Venezuela abrite sur son territoire des criminels de la pire espèce, notamment Iván Márquez et Romaña, et cette complaisance mérite que les États-Unis déclarent que ce régime est un commanditaire du terrorisme, afin de mettre au jour cette connivence pernicieuse »¹.

De son côté, la Vice-Présidente et Ministre des affaires étrangères de la République de Colombie, Marta Lucía Ramírez, s'est exprimée en ces termes, le 26 mars 2021 : « Le Venezuela ne subit pas seulement les affres d'une dictature, mais aussi les conséquences de la décision, prise par un dictateur criminel, d'ouvrir délibérément toutes les portes et fenêtres de ce pays à la guérilla terroriste colombienne qui n'a qu'un seul but : détruire la population et tirer profit de la coca »².

Par la suite, le 9 avril 2021, elle a affirmé ce qui suit : « le régime Maduro représente une véritable menace pour tout l'hémisphère »³.

D'autre part, le Ministre de la défense de la République de Colombie, Diego Molano, a déclaré ce qui suit, le 28 juin 2021, concernant les munitions de fusil trouvées sur le lieu de l'attaque présumée survenue dans la ville de Cúcuta contre l'hélicoptère qui transportait le président Iván Duque : « Les cartouches trouvées sur les lieux étaient d'origine russe et iranienne »⁴.

En même temps, s'agissant des auteurs de l'attaque présumée, il a déclaré ce qui suit : « Il est clair que ces organisations [la Force alternative révolutionnaire du peuple (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN)] sont présentes au Venezuela et qu'il y a là, au Venezuela, une relation avec le trafic de drogue et la protection des pistes utilisées pour l'exportation du trafic de drogue vers les États-Unis, les Caraïbes

¹ Voir <https://twitter.com/IvanDuque/status/1419689194113409040?s=20>.

² Voir <https://twitter.com/mluciaramirez/status/1375302355424534528?s=20>.

³ Voir <https://twitter.com/mluciaramirez/status/1380553138290241547?s=21>.

⁴ Voir <https://www.youtube.com/watch?v=HfxzunugVfs&t=48s>.



et l'Amérique centrale. Nous avons récemment mis en évidence ces alliances criminelles, auxquelles participent même les Forces boliviariennes »⁵.

Le 6 octobre 2021, dans la dernière déclaration du Ministre colombien de la défense, un pas de plus a été franchi dans la rhétorique dangereuse des armes russes et iraniennes et du supposé appui fourni par le Venezuela à des groupes armés colombiens opérant sur le territoire colombien. Ainsi, la mobilisation de 14 000 soldats de l'armée de ce pays vers la frontière avec le Venezuela a été annoncée comme suit : « Le Commandement spécial pour le Nord de Santander est activé et dispose de 14 000 hommes pour neutraliser les groupes armés organisés qui opèrent en Colombie mais cherchent refuge au Venezuela »⁶.

Quelques jours auparavant, le 30 septembre 2021, le Commandant-général des Forces militaires de la République de Colombie, le Général Luis Fernando Navarro, a fait plusieurs déclarations dans lesquelles il a affirmé, sans preuve à l'appui : « Au total, nous estimons qu'entre 1 100 et 1 200 criminels de l'ELN et environ 700 dissidents de la FARC pourraient se trouver dans les États [vénézuéliens] de Zulia, Táchira, Apure et Amazonas.... Le fait que l'arrière-garde stratégique de ces structures se trouve dans les États vénézuéliens frontaliers est un facteur d'instabilité. Cela les rend évidemment difficiles à combattre »⁷.

Dans l'ensemble, les remarques susmentionnées montrent bien que les quatre principaux porte-paroles de l'État colombien et de sa chaîne de commandement militaire tentent systématiquement de mettre en cause la République bolivarienne du Venezuela dans la longue guerre intestine qui sévit en Colombie, par le biais de plusieurs tentatives visant à établir un prétendu lien avec des groupes armés qui opèrent sur l'ensemble du territoire colombien, et pas seulement à la frontière avec le Venezuela, depuis plus de 60 ans.

Les autorités colombiennes sont persuadées que la répétition de propos fallacieux et belliqueux suffit à justifier la préparation d'une agression envers le Venezuela, en alliance avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

La participation des États-Unis dans cette stratégie est flagrante. Le principal porte-parole pour cette agression militaire est l'amiral Craig Faller, chef du Commandement Sud des États-Unis, qui promeut une politique dite de « pression maximale » contre le Venezuela. Dans sa dernière intervention, le 1^{er} octobre 2021, il a clairement évoqué la convergence d'intérêts politiques, économiques et militaires de Bogota et de Washington dans l'agression armée contre le Venezuela :

« Notre combat, le combat de la Colombie et le combat des États-Unis ne font qu'un. Nous nous battons ensemble, et cela fonctionne. Cela fait la différence et met sous pression ces ignobles organisations de meurtriers. Imaginez où nous serions aujourd'hui, sans cette pression. Tout d'abord, ils ont un abri sûr juste à côté, au Venezuela. Ensuite, leur capacité à opérer dans cet État de non-droit qu'est le Venezuela, à y faire des affaires et à coexister avec le régime de Nicolás Maduro, leur permet d'avoir une base d'opération où ils peuvent faire ce qu'ils veulent et quand ils le veulent. Les liens du trafic de drogue en dehors du Venezuela se sont intensifiés de manière spectaculaire pendant ma mission et cela pose un réel problème pour l'hémisphère et le monde entier. Cela constitue la première raison de leur prospérité. La seconde repose sur le modèle économique des narco-terroristes, qui ne se limitent pas à la cocaïne et à son

⁵ Voir <https://www.eltiempo.com/justicia/investigacion/atentado-ivan-duque-asi-va-la-investigacion-598967>.

⁶ Voir https://twitter.com/Diego_Molano/status/1445180511148707841?ref_src=twsrc%5Etfw.

⁷ Voir <https://www.reuters.com/world/americas/exclusive-some-1900-colombian-guerrillas-operating-venezuela-says-colombia-2021-09-30/>.

commerce, et qui prospèrent grâce à l'argent illicite provenant du trafic, de la traite d'êtres humains, d'un enrichissement illicite et même de la destruction de l'environnement ; tous les pays de l'hémisphère devraient donc unir leurs forces pour exercer une pression maximale sur ces organisations »⁸.

Dans ce contexte, on ne peut qu'être frappé par le fait que le langage, les objectifs et les actions du Gouvernement américain restent les mêmes et n'ont pas changé entre l'ère du Gouvernement Trump et aujourd'hui. Il est clair que la menace d'une attaque militaire contre notre pays persiste.

Les déclarations des hauts responsables colombiens et américains ont dépassé la rhétorique et se sont transformées en réalité bien concrète, prenant la forme d'agressions militaires, d'attaques terroristes et du recours à des mercenaires, ainsi que de provocations directes de l'appareil armé de Washington à la frontière aérienne et maritime du Venezuela.

Le 4 août 2018, un attentat terroriste a été perpétré à l'aide de plusieurs drones contre le Président Nicolás Maduro dans la capitale vénézuélienne. Il s'agit de la première attaque de l'Histoire perpétrée contre un chef d'État et de gouvernement à l'aide de drones, et les auteurs de l'attaque l'ont préparée depuis le territoire colombien. Aujourd'hui, les auteurs de ces crimes bénéficient de la protection des Gouvernements colombien et américain sur leurs territoires respectifs^{9,10}.

Le 23 février 2019, une agression armée a été commise à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, maquillée en une opération prétendue d'acheminement d'aide humanitaire, mais ayant pour véritable objectif de pénétrer illégalement sur le territoire vénézuélien et de déclencher un conflit armé entre des groupes mercenaires et les Forces armées de la République bolivarienne du Venezuela, ce qui justifierait alors l'utilisation d'une force militaire multinationale dirigée par la Colombie et les États-Unis d'Amérique (voir [S/PV.8472](#)).

Le 6 août 2019, nous avons dénoncé devant le Conseil de sécurité de l'ONU un total de 55 incursions d'aéronefs américains du Commandement Sud dans notre espace aérien, à des fins d'espionnage, de reconnaissance et d'interception électronique, qui n'avaient été ni autorisées ni préalablement notifiées ([S/2019/641](#)). Ces actes hostiles et malveillants ont mis en danger la sécurité de la navigation aérienne civile et commerciale aux niveaux national et international.

Le 3 mai 2020, un groupe de terroristes et de mercenaires parti du territoire colombien a perpétré une attaque armée sur la côte vénézuélienne, à seulement 20 kilomètres de Caracas, la capitale, pour assassiner le Président Nicolás Maduro. L'opération a échoué et ses auteurs, après avoir été capturés, ont avoué avoir reçu une formation et un appui logistique d'organismes de sécurité colombiens et américains ([S/2020/399](#)). Le même style d'attaques de mercenaires, impliquant des assassins colombiens et américains, s'est répété par la suite, à la différence que, cette fois, l'attaque a atteint son objectif : assassiner le Président Jovenel Moïse de la République d'Haïti ([S/2021/688](#)).

Le 30 septembre 2020, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a positionné, sans préavis, le destroyer lance-missiles de la classe Arleigh Burke USS *William P. Lawrence* à 16,1 milles marins des côtes vénézuéliennes, dans ce qui correspond juridiquement à la zone contiguë de notre mer territoriale. Il ne s'agit pas

⁸ Voir <https://twitter.com/ReporteYa/status/1443998675374641159>.

⁹ Voir <https://actualidad.rt.com/actualidad/323150-primer-intento-magnicidio-drones-maduro-que-se-sabe>.

¹⁰ Voir <https://www.telesurtv.net/news/nicolas-maduro-extradicion-responsables-atentado-fallido--20180807-0053.html>.

là d'un incident isolé, puisque le 15 juillet 2021, le destroyer lance-missiles de la classe Arleigh Burke USS *Pinckney* s'est positionné à 15,9 milles marins du principal aéroport du Venezuela, dans des eaux très proches des limites de notre mer territoriale et à 40 kilomètres seulement de Caracas, notre capitale (voir [S/2020/971](#)).

Le 20 septembre 2021, un drone aérien sans pilote de l'armée de l'air colombienne a violé l'espace aérien du Venezuela. L'appareil a été détecté aux coordonnées suivantes : 09°04'50"N - 72°53'52"W, en provenance de Bogota ; il ne disposait pas de l'autorisation de survol adéquate et le plan de vol correspondant pour entrer légalement en République bolivarienne du Venezuela n'avait pas été présenté¹¹.

En outre, de janvier 2019 à septembre 2021, au moins 90 incursions d'aéronefs militaires américains dans l'espace aérien vénézuélien ont été enregistrées, commises dans l'intention manifeste d'aggraver les tensions entre les deux pays et de provoquer un incident qui pourrait justifier une attaque armée contre la souveraineté du Venezuela et son intégrité territoriale, mettant en péril la paix dans la région tout entière.

La stratégie d'agression des Gouvernements colombien et américain contre la République bolivarienne du Venezuela est motivée, entre autres, par l'intensification de la guerre intestine en Colombie, conséquence des luttes pour le contrôle de la culture, de la production et des voies d'exportation de la cocaïne. Cette situation représente la plus grande cause au monde de déplacements à l'intérieur des pays. Selon des informations émanant de la Maison Blanche elle-même, en 2020, la culture de la coca et la production de cocaïne représentaient respectivement 245 000 hectares et 1 010 tonnes métriques. Ces deux nombres constituent un record dans l'histoire de la Colombie et font de ce pays le plus grand producteur et exportateur de cocaïne au monde¹².

La guerre pour le contrôle territorial du commerce de la cocaïne est encouragée par des forces politiques, alliées avec des groupes paramilitaires financés par le trafic de drogue. Nous ne faisons pas cette affirmation à la légère ou de manière calomnieuse. Les organismes de sécurité des États-Unis d'Amérique ont connaissance depuis au moins 1997 du fait que politiciens, militaires et paramilitaires se coordonnaient et coopéraient aux fins de l'assassinat et de la disparition de civils innocents, comme le prouvent des documents non classifiés de la Central Intelligence Agency et du Département d'État, présentés devant une cour fédérale dans l'état de Floride et qui ont permis de condamner le chef paramilitaire colombien Carlos Mario Jiménez pour sa responsabilité dans l'assassinat d'Eduardo Estrada, figure de la société civile, en 2001¹³.

La complicité des organismes de sécurité des États-Unis d'Amérique dans les crimes commis contre des civils dans le cadre de la guerre sale menée par des paramilitaires protégés par l'État colombien ne fait aucun doute. Cette triple alliance est à l'apogée de sa puissance historique, ce qui explique pourquoi le nombre de victimes de la guerre est revenu au même niveau qu'aux pires heures du conflit, lorsque le soi-disant « processus de paix » n'avait pas encore commencé.

La guerre sale en Colombie s'intensifie. En 2020, au moins 91 massacres avaient été enregistrés, ayant fait 251 victimes, et au 21 septembre 2021, un total de

¹¹ Voir <http://www.mindefensa.gob.ve/mindefensa/2021/09/21/comunicado-oficial-de-la-fuerza-armada-nacional-bolivariana-21/>.

¹² Voir <https://www.whitehouse.gov/ondcp/briefing-room/2021/07/16/ondcp-releases-data-on-coca-cultivation-and-potential-cocaine-production-in-the-andean-region/>.

¹³ Voir <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia/2021-10-04/declassified-documents-key-judgment-against-colombian?eType=EmailBlastContent&eId=1bd466c6-a351-4c8e-a06b-b2a17b350632>.

72 massacres avaient été constatés, ayant fait 258 victimes¹⁴. En 2020, au moins 133 homicides avaient été commis sur la personne de défenseurs des droits humains et de figures de la société civile¹⁵ ; à ce jour, 133 nouveaux homicides ont déjà été enregistrés¹⁶.

De même, depuis la signature de l'Accord de paix en 2016, 248 ex-combattants qui avaient déposé les armes et étaient retournés à la vie civile ont été tués¹⁷. Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement d'ex-combattants : des civils innocents sont également tués dans les grandes villes. Lors des manifestations pacifiques qui ont débuté en avril 2021 sur l'ensemble du territoire colombien, au moins 75 personnes ont été tuées¹⁸, et 84 ont été victimes de disparition forcée par les forces de sécurité de l'État colombien¹⁹.

Le phénomène des disparus est un crime proprement atroce dans tout conflit et présente des caractéristiques extraordinaires en Colombie. Un chiffre moins souvent pris en compte mais illustrant bien le caractère terrible de la longue guerre que connaît ce pays est, précisément, le nombre de ces disparus. Selon le Registre national des personnes disparues de l'Institut national de médecine légale et de criminalistique de la République de Colombie, de 2018 à 2021, 10 952 personnes ont disparu dans le pays²⁰. À cet égard, il convient de souligner que l'État colombien est partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qu'il viole ouvertement.

Les disparitions forcées constituent de réels crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Ce fait a été reconnu par la Juridiction spéciale pour la paix dans l'affaire contre 25 membres des forces armées, auteurs de 271 disparitions (voir le rapport du Secrétaire général sur la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie)²¹. Les autres milliers de disparus sont les victimes que personne ne veut reconnaître.

Tout ce qui précède démontre que les chiffres de la guerre en Colombie, bien loin de s'améliorer, s'aggravent. Le Gouvernement colombien joue à faire de fausses déclarations en faveur de la paix, tandis que, dans le même temps, il encourage l'industrie des mercenaires, qui tue des chefs d'État et de gouvernement dans d'autres nations, protège les cartels du trafic de drogue (qui connaissent actuellement le meilleur moment de leur histoire) et soutient les groupes paramilitaires qui assassinent des civils innocents. La guerre en Colombie risque de s'étendre à toute la région et de faire des victimes partout, comme nous l'avons déjà signalé au Conseil de sécurité de l'ONU (S/2021/330).

Le Gouvernement colombien est persuadé qu'avec le soutien des États-Unis d'Amérique, il peut exporter sa guerre interne dans notre pays et atteindre ainsi trois objectifs simultanément : a) s'exonérer de ses responsabilités dans l'échec du processus de paix ; b) empêcher les activités électorales et pacifiques de l'opposition

¹⁴ Voir <http://www.indepaz.org.co/informe-de-masacres-en-colombia-durante-el-2020-2021/>.

¹⁵ Voir « Situation des droits de l'homme en Colombie : de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme » (A/HRC/46/76).

¹⁶ <http://www.indepaz.org.co/lideres-sociales-y-defensores-de-derechos-humanos-asesinados-en-2021/>

¹⁷ Voir Rapport du Secrétaire général sur la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (S/2021/824).

¹⁸ Voir <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2021/06/3.-INFORME-VIOLENCIAS-EN-EL-MARCO-DEL-PARO-NACIONAL-2021.pdf>.

¹⁹ Voir <https://www.fiscalia.gov.co/colombia/noticias/335-personas-han-sido-localizadas-y-se-mantiene-activo-el-mecanismo-de-busqueda-urgente-en-84-casos/>.

²⁰ Voir <https://sirdec.medicinalegal.gov.co:38181/consultasPublicas/>.

²¹ S/2021/824, par. 7.

démocratique en Colombie ; c) renverser violemment le gouvernement constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela. Le danger s'intensifie et le désespoir du Gouvernement colombien est évident.

Pour sa part, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique croit pouvoir utiliser la Colombie comme arme de guerre pour reconquérir notre pays, dans la droite ligne de sa tradition expansionniste et belliciste dans notre région.

Au-delà de la politique, il n'y a que la guerre et, aujourd'hui, Bogota et Washington sont déterminés à détruire les dispositifs politiques pacifiques choisis par le peuple vénézuélien. Les preuves sont publiques et visibles de tous. Le Président Iván Duque lui-même l'a exprimé à plusieurs reprises, notamment lors du dernier débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies²². Il est donc nécessaire d'arrêter la machine de guerre de ces Gouvernements, avant qu'ils ne commettent la grave erreur de lancer une attaque armée contre la République Bolivarienne du Venezuela.

Pour les raisons susmentionnées, je demande respectueusement au Conseil de sécurité de l'ONU, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'Article 34 de la Charte des Nations Unies, et dans le cadre de sa prochaine réunion trimestrielle sur la Colombie, de se pencher sur le rôle des Gouvernements de la République de Colombie et des États-Unis d'Amérique dans l'exécution d'une stratégie d'agression armée contre la République bolivarienne du Venezuela, dans le contexte du déchaînement de la guerre en Colombie et de la politique militaire menée par les États-Unis à la frontière vénézuélienne, en coordination avec les autorités colombiennes.

Enfin, je vous prie de bien vouloir faire circuler la présente lettre parmi les membres du Conseil de sécurité et de la faire publier en tant que document du Conseil.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République bolivarienne du Venezuela
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Samuel **Moncada**

²² Voir https://statements.unmeetings.org/statements/10.0010/20210921/AT2JoAvm71nq/1aNq25rmbwqD_es.pdf.